

**TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE  
DE BRUXELLES  
1 DECEMBRE 2011**

EN CAUSE DE :

Monsieur le Procureur du Roi agissant au nom de son office et de

1. A. Faiza et VB Bannes, faisant élection de domicile chez leur conseil, Me Alexis DESWAEF, rue du Congrès 49 à 1000 Bruxelles  
- parties civiles (sans consignation)  
Qui ont comparu, assistées de Me A. Deswaef, avocat au barreau de Bruxelles
  
2. LE CENTRE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME  
Institution Publique autonome, dont le siège est sis rue royale, 138 à 1000 Bruxelles, représenté par son Directeur Jozef DE WITTE  
partie civile (sans consignation)  
qui a été représentée par Me B. Brijs, avocat au barreau de Bruxelles

CONTRE :

B. : Mohamed, sans profession - étudiant, né à Saint-Josse-Ten-Noode, le (...), domicilié à 1190 Forest, (...),  
- qui a comparu, assisté de Me L. Houard, avocat au barreau de Bruxelles

Prévenu de ou d'avoir, dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles,

pour avoir, soit exécuté le crime ou le délit ou coopéré directement à son exécution, soit, par un fait quelconque, prêté pour l'exécution une aide telle que sans cette assistance, le crime ou le délit n'eût pu être commis, soit, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, directement provoqué à ce crime ou à ce délit,

A. Schaerbeek, le 3 août 2011,

avoir volontairement fait des blessures ou porté des coups à A. Faiza, avec la circonstance que les coups ou les 'blessures ont causé une maladie ou une incapacité de travail personnel, avec la circonstance que l'un des mobiles de l'infraction était la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de sa prétendue race, de sa couleur de peau, de son ascendance, de son origine nationale ou ethnique, de sa nationalité, de son sexe, de son orientation sexuelle, de son état civil, de sa naissance, de son âge, de sa fortune, de sa conviction religieuse ou philosophique, de son état de santé actuel ou futur, d'un handicap, de sa langue, de sa conviction politique, d'une caractéristique physique ou génétique ou de son origine sociale.

B. Schaerbeek, le 3 août 2011,

avoir volontairement dégradé les propriétés immobilières d'autrui, en l'espèce avoir défoncé la porte de l'immeuble sis à Schaerbeek, (...) appartenant à Monsieur A. Deniz et Madame Y. Nuhan, avec la circonstance que l'un des mobiles de l'infraction était la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de sa prétendue race, de sa couleur de peau, de son ascendance, de son origine nationale ou ethnique, de sa nationalité, de son sexe, de son orientation sexuelle, de son état civil, de sa naissance, de son âge, de sa fortune, de sa conviction religieuse ou philosophique, de son état de santé actuel ou futur, d'un handicap, de sa langue, de sa conviction politique, d'une caractéristique physique ou génétique ou de son origine sociale.

C. Schaerbeek, le 3 août 2011,

avoir, par gestes ou emblèmes, menacé les nommés A. Faiza et VB Hannes d'un attentat contre les personnes ou les propriétés, punissable d'une peine criminelle.

D. Schaerbeek, le 3 août 2011,

avoir injurié une personne qui porte plainte, en l'espèce A. Faiza et VB Hannes, soit par des faits, soit par des écrits, images ou emblèmes, dans l'une des circonstances indiquées à l'article 444 du code pénal, en l'occurrence dans des réunions ou lieux publics avec la circonstance que l'un des mobiles de l'infraction était la haine, le mépris ou l'hostilité à l'égard d'une personne en raison de sa prétendue race, de sa couleur de peau, de son ascendance, de son origine nationale ou ethnique, de sa nationalité, de son sexe, de son orientation sexuelle, de son état civil, de sa naissance, de son âge, de sa fortune, de sa conviction religieuse ou philosophique, de son état de santé actuel ou futur, d'un handicap, de sa langue, de sa conviction politique, d'une caractéristique physique ou génétique ou de son origine sociale.

- Vu les pièces de la procédure.
- Vu la citation directe du 21 septembre 2011 de Monsieur le Procureur du Roi.
- Ouï les demandes, moyens et conclusions des parties civiles.
- Ouï les explications et moyens de défense du prévenu.
- Vu les conclusions déposées par Me B. Brijs, avocat pour la partie civile LE CENTRE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME,
- Ouï Mme Vandenhoute, Substitut du Procureur du Roi en ses réquisitions.
- Ouï les répliques du prévenu.

\*  
\*\*\*

Le prévenu est poursuivi du chef de coups et blessures ayant causé une incapacité de travail personnel avec la circonstance aggravante prévue à l'article 405 ter du Code pénal (prévention A.), dégradation de propriété mobilière appartenant à autrui avec la circonstance aggravante prévue à l'article 534 quater du Code pénal (prévention B.), menaces par gestes (prévention C.) et injures avec la circonstance aggravante prévue à l'article 453 bis du Code pénal (prévention D.).

Le prévenu ne conteste plus aucune des préventions mises à sa charge. Il reconnaît avoir agressé Faiza A. et Hannes VB, les avoir suivis, avoir injurié la jeune femme et l'avoir frappée au visage pour la seule raison qu'elle se trouvait « avec un non-musulman, un blanc », allant jusqu'à entrer dans l'immeuble des parties civiles et à casser la porte d'entrée de l'immeuble. Les préventions A, B, C et D sont établies telles que libellées à la citation, en ce compris les circonstances aggravantes y visées, au vu des aveux du prévenu à l'audience mais également des déclarations des victimes, des constatations des verbalisants et des déclarations du témoin Mohamed O.

Les préventions A, B, C et D constituent un délit collectif par unité d'intention à ne sanctionner que de la plus forte des peines applicables.

Il ne peut être fait droit à la demande de suspension du prononcé au vu du caractère inadmissible des infractions commises par le prévenu et du risque d'impunité qu'il pourrait ressentir face au prononcé d'une telle mesure. A contrario, il convient de sanctionner sévèrement les faits commis par le prévenu qui démontrent dans son chef un mépris certain pour la personne d'autrui dès lors que celle-ci ne correspond pas à ses critères raciaux. Il convient également de tenir compte du jeune âge du prévenu et de son absence d'antécédents judiciaires ainsi que de son apparente oisiveté, le prévenu déclarant ne pas travailler et passer ses journées dans les salles de sport. En ce sens, le Tribunal estime qu'une peine de travail, d'un nombre d'heures suffisamment important et assortie d'une peine sévère d'emprisonnement en cas de

non-exécution dans le délai légal, sera de nature à sanctionner adéquatement les faits commis en tenant compte des éléments rappelés supra.

## LE TRIBUNAL

- par application des dispositions légales, soit les articles
- 37 ter-quater-quinquies, 44, 65, 66, 329, 392, 398, 399 al. 1., 405 quater, 444, 448, 453 bis, 534 ter, 534 quater du Code Pénal ;
- 66, 154, 162, 185, 189, 190, 194, 195 du Code d'instruction criminelle ;
- 3 et 4 de la loi du 17 avril 1878 de la loi contenant le titre préliminaire du Code de procédure Pénale
- 1382 du Code Civil ;
- 1 et 3 de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, modifiée par la loi du 26 juin 2000, l'A.R. du 20 juillet 2000, la loi du 7 février 2003 et l'A.R. du 22 décembre 2003 ;
- 11, 12, 16, 31 à 37 et 41 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire ;
- 28, 29 et 41 de la loi du 1er août 1985 et l'A.R. du 18 décembre 1986, modifiés par la loi-programme du 24 décembre 1993, la loi du 26 juin 2000, l'A.R. du 20 juillet 2000, la loi du 22 avril 2003, l'A.R. du 19 décembre 2003, la loi du 7 février 2003, l'A.R. du 22 décembre 2003 et l'A.R. du 31 octobre 2005 ;
- 91 de l'A.R. du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive, remplacée par l'A.R. du 29 juillet 1992 modifié par les A.R. des 23 décembre 1993 et 11 décembre 2001 ;
- 1022 du Code Judiciaire ;

## STATUANT CONTRADICTOIREMENT

- Condamne le prévenu B. Mohamed

du chef des préventions A., B., C. et D. réunies

> à une peine de travail de DEUX CENTS HEURES

à effectuer auprès des services publics de l'État, des Communes, des Provinces, des Communautés et des Régions ou auprès d'Associations sans but lucratif ou de Fondations à but social, scientifique ou culturel .

- Dit qu'a défaut d'exécuter la peine de travail dans le délai requis, le prévenu sera condamné à une peine d'emprisonnement de dix huit mois ;
- Le condamne en outre à verser une somme de VINGT-CINQ EUROS (25€) augmentée des décimes additionnels, soit 25 euros X 5,5 CENT TRENTE SEPT EUROS CINQUANTE CENTS (137,50 €), à titre de contribution au Fonds Spécial pour l'Aide aux Victimes d'Actes Intentionnels de Violences.
- Le condamne au paiement d'une indemnité de VINGT-CINQ EUROS (25€) en vertu de l'article 91 de l'A.R. du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive, remplacée par l'A.R. du 29 juillet 1992 modifié par les A.R. des 23 décembre 1993, 11 décembre 2001
- Le condamne aux frais de l'action publique, taxés au total actuel de 34, 29 euros

\*  
\*\*\*

#### ET STATUANT SUR LA DEMANDE DE LA PARTIE CIVILE

La demande de la partie civile LE CENTRE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME est recevable et fondée

La demande des parties civiles A. et VB est recevable et fondée sauf en ce qui concerne la perte de la garantie locative, le lien de causalité entre les fautes du prévenu et les dégâts ayant aboutis à la perte de la garantie n'étant pas établi à suffisance de droit, les frais pour le déménagement définitif dès lors qu'il s'agit d'un dommage futur et donc incertain, et les frais de transport non justifiés à suffisance de droit. Le dommage moral de la partie civile A. doit par ailleurs être limité ex aequo et bono à un montant de MILLE CINQ CENT EUROS (1500 €). Il convient enfin de diviser le dommage matériel commun pour les frais de déménagement en deux dès lors qu'au vu de la note de partie civile déposée à l'audience, les deux parties civiles sollicitent ce montant alors que le prévenu ne peut être condamné à payer deux fois ce dommage.

#### PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL

Condamne le prévenu B. Mohamed à payer à la partie civile LE CENTRE POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET LA LUTTE CONTRE LE RACISME la somme de UN EUROS (1 €) à majorer des intérêts judiciaire et des dépens, ainsi qu'une indemnité de procédure de CENT SOIXANTE CINQ EUROS (165 €)

Condamne le prévenu B. Mohamed à payer à la partie civile Faiza A. la somme de DEUX CENT CINQUANTE SEPT EUROS et TREIZE CENTS (257,13 €) (frais de

déménagement divisés par 2) et de MILLE CINQ CENT EUROS (1.500 €.) (dommage moral), soit un total de MILLE SEPT CENT CINQUANTE SEPT .EUROS et TREIZE CENTS (1.757,13 €) à majorer des intérêts judiciaires et des dépens.

Condamne le prévenu B. Mohamed à payer à la partie civile Hannes VB la somme de DEUX CENT CINQUANTE SEPT EUROS et TREIZE CENTS (257,13 €) (frais de déménagement divisés par 2) et de MILLE EUROS (1000 €), soit un total de MILLE DEUX CENT CINQUANTE SEPT :EUROS et TREIZE CENTS (1.257,13 €) à majorer des intérêts judiciaires et des dépens.

Condamne à une indemnité de procédure de QUATRE CENT QUARANTE EUROS (440 €) ces deux parties civiles ayant le même conseil.

Déboute ces parties civiles du surplus de leurs demandes

Réserve d'office les intérêts civil en ce qui concerne les demandes d'éventuelles autres parties civiles.

- jugement prononcé en audience publique où siégeaient :
- M. Bastyns Juge unique
- M. de Theux Substitut du Procureur du Roi
- Mlle Vleugels Greffier délégué

(La biffure de lignes et de mots est approuvée)

Vleugels

Bastyns